

3 juillet 2009 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Frederik Reinfeldt, Premier ministre du Royaume de Suède, notamment sur la nomination du futur président de la Commission européenne, les relations euro-turques et sur les priorités de la présidence suédoise du Conseil de l'Union européenne, à Stockholm le 3 juillet 2009.

M. FREDRIK REINFELDT - Je vous souhaite la bienvenue. C'est un grand plaisir pour moi que de souhaiter la bienvenue au Président SARKOZY, à Stockholm, pour sa première visite en Suède. Les liens entre la France et la Suède sont forts depuis longtemps.

La France est un grand marché pour les investissements suédois et une destination touristique. Le travail du trio des présidences a été important : Suède, République tchèque et France. Nous avons eu des conversations très intéressantes sur la présidence. Je veux vous rappeler le rôle central du Président SARKOZY durant la Présidence française pour avancer sur les questions relatives au climat. Il est important de montrer qui dirige au cours de cette présidence et de préparer le travail du mois de décembre. Comme nous allons travailler sur la crise financière et travailler aux problèmes relatifs au chômage et que nous allons mettre sur pied des institutions de surveillance financière, il faut coordonner les mesures.

Les questions principales de notre présidence seront le climat, la crise financière, la lutte contre le chômage et c'est important de parler aussi des questions institutionnelles qui auront une grosse influence pendant la présidence suédoise. Nous allons parler de la stratégie de Lisbonne. Le Conseil a décidé de soutenir unanimement José Manuel BARROSO. La présidence tchèque va consulter avec nous les présidents des partis. Ces consultations ont eu lieu pendant plus d'une semaine et la conférence des présidents a eu lieu à Stockholm. Il y aura d'autres conversations avec les présidents de groupe et on ne prendra pas de décision sur M. BARROSO au mois de juillet mais nous espérons que cette décision sera prise rapidement plus tard.

Nous avons dit lors du dîner avec les chefs d'Etat et de gouvernement que nous allons suivre la procédure légale pour marquer clairement le rôle de la Présidence suédoise autour de l'automne. Nous avons également parlé de l'élargissement de l'Union européenne. La position de la Suède est connue. Il est important de respecter les avis des uns et des autres. La présidence française, l'année dernière, a eu beaucoup de succès et à l'initiative du Président SARKOZY, on a créé une Union pour la Méditerranée, ce que nous allons continuer au cours de notre présidence. Nous allons ensemble avoir une présidence franco-suédoise pour l'Union pour la Méditerranée ce qui veut dire que la France et la Suède, ensemble, vont diriger ces réunions.

Pour terminer, nous avons parlé de la situation en Iran. Nous sommes d'accord pour dire que les agissements en Iran sont inacceptables et que nous avons besoin d'un front uni de l'Union européenne, et nous serons unis au cours de l'automne. C'est un très bon départ pour la présidence suédoise que d'avoir la visite du Président SARKOZY, ici à Stockholm, aujourd'hui.

LE PRÉSIDENT - Je voudrais remercier le Premier ministre suédois de son invitation. La France

LE PRESIDENT - Je voudrais remercier le Premier ministre suédois de son invitation. La France est totalement engagée pour que la présidence suédoise soit un succès. L'Europe en a besoin. Le Premier ministre vient d'expliquer sa stratégie s'agissant de la nomination de M. BARROSO, la France soutient totalement, et sa méthode et son calendrier, qui est le seul possible pour trouver un accord entre le Conseil et le Parlement.

La France partage totalement les vues de la présidence suédoise s'agissant de la défense de l'environnement. La France est d'ailleurs très intéressée par la fiscalité verte suédoise. En ce moment même, nous travaillons à l'établissement d'une taxe carbone à l'intérieur de la France et nous demandons aux frontières de l'Europe que l'on réfléchisse également à une taxe carbone. Vraiment sur cette question des institutions et de l'environnement, nos positions sont parfaitement identiques.

Accord également sur l'ambition du Premier ministre suédois s'agissant de la régulation. La Suède a beaucoup d'ambition en la matière et nous sommes totalement en accord avec la Suède. Nous voulons l'aider. Nous voulons la soutenir. Et si M. REINFELDT pensait qu'il serait utile de nous réunir pour préparer le Sommet de Pittsburgh, naturellement la France soutiendrait totalement cette initiative.

J'ajoute que j'étais très honoré de l'invitation que m'a transmise le Premier ministre du Souverain pour venir en 2010 en visite d'Etat en Suède. C'est vraiment un grand bonheur et un grand honneur pour Carla comme pour moi de venir. C'est dire la très grande amitié qu'il y a entre nous et la volonté que nous avons de travailler ensemble. La réussite de la présidence suédoise sera la réussite de l'Europe dans son ensemble. Si je suis venu deux jours après l'installation du Premier ministre comme Président du Conseil européen, c'est pour manifester vraiment le soutien qu'il sait pouvoir attendre de nous.

Naturellement, nous avons des sujets en discussion. Chacun sait que sur l'élargissement, nous n'avons pas la même position sur la Turquie. Je suis très sensible au fait que le Premier ministre a dit qu'en tant que Président de l'Union, il saura tenir compte de l'avis de tout le monde. C'est très exactement ce qu'il a dit. La Suède a sa position, je la respecte. La France a sa position, elle n'en a pas changé : s'agissant de la Turquie, oui à une association, non à une intégration. Mais nous avons parfaitement convenu, ciblé et limité nos désaccords.

Pour le reste de l'élargissement, je crois pouvoir dire que nous sommes d'accord sur l'opportunité qu'il y a pour l'Europe à s'élargir aux Balkans, sur l'opportunité qu'il y a à discuter avec l'Islande et sur la nécessité, avant tout élargissement, de doter l'Europe d'institutions dignes de ce nom. Je crois pouvoir dire que c'est un accord sur ces sujets.

Vous voyez, nous avons parlé de toutes les questions entre Européens, entre amis, avec le souci de faire progresser l'Europe.

QUESTION - Bienvenue à Stockholm. A la fin de votre présidence, vous émettiez des doutes quant à la capacité des pays non membres de l'euro de gérer seuls - en tant que Président de l'Union - la crise économique. Est-ce que c'est une position que vous maintenez, puisque avec la Suède, on a justement un Président qui n'est pas membre de l'euro.

LE PRESIDENT - Sans doute me suis-je mal fait comprendre, car ce n'est pas du tout mon idée. Le fait que la Suède ne soit pas membre de l'euro ne disqualifie pas la Suède pour porter une réflexion sur la stratégie de Lisbonne, qui est une préoccupation de Fredrik, de porter une réflexion comme nous en avons longuement parlé sur une coordination des politiques économiques. Et si j'ai été amené à prendre des initiatives, à l'époque Président du Conseil, pour rassembler les membres de l'Eurogroupe, c'est que nous étions en plein cœur d'une crise financière qui a failli nous emporter. On est dans une crise d'abord économique. La caractéristique de la présidence suédoise, c'est d'arriver à un moment où l'Europe, et pas simplement la zone euro, est dans une situation de crise économique avec des problèmes sociaux.

La caractéristique de la présidence française, c'est que nous avons d'abord une crise financière systémique. La réponse aujourd'hui doit être économique et sociale. La réponse, quand j'étais Président du Conseil, était d'abord financière, monétaire et dépendait du rapport entre les chefs d'Etat et de gouvernement et les banques centrales. Les choses ont évolué, je pense que l'on est

d'abord dans une crise économique plutôt que dans une crise financière. A mon époque, si j'ose dire, on était d'abord dans une crise financière avant que d'être dans une crise économique.

QUESTION - Donc pas de handicap ?

LE PRESIDENT - Pour la Suède ? Non seulement pour la Suède ce n'est pas un handicap, l'expérience de votre Premier ministre, les discussions que nous avons eues le prédisposent à être un formidable Président. Et on en a besoin. Parce que quand le Président du Conseil réussit, tous les Etats membres en profitent et c'est un succès global. Quand il y a quelques ratés, que l'on a pu connaître, c'est un problème pour tout le monde. Parce que, quand il y a des élections dans nos 27 pays et qu'il y a un problème avec l'Europe, on ne vient pas dire : c'est la faute du voisin. On vient dire : c'est la faute du chef d'Etat ou de gouvernement en charge.

QUESTION - Une double question, s'il vous plaît. Premièrement, est-ce que vous envisagez, et la question s'adresse à tous deux, de nouvelles sanctions à l'égard de l'Iran, comme le rappel des Ambassadeurs ou l'interdiction pour certains responsables, y compris M. AHMADINEJAD, de venir en Europe ou autre chose ? Est-ce que vous envisagez de nouvelles sanctions ? Et deuxième point, Monsieur le Président, avez-vous connaissance de concentration de troupes russes à la frontière de la Géorgie et faut-il que l'Union européenne intervienne de nouveau après de Moscou pour éviter un nouveau conflit dans cette région ?

M. FREDRIK REINFELDT - La première question sur l'Iran, nous en avons discuté et nous trouvons que c'est important de marquer notre solidarité, montrer un front uni de l'Union européenne et il est important pour nous aussi de voir ce qui se passe en Iran, c'est une réaction à ce qu'il se passe à l'intérieur de l'Iran. Quelque chose qui ne doit pas être transformée dans un conflit différent. Des gens ont essayé de le faire auparavant, nous réagissons fortement pour ce qui est du personnel diplomatique, nous avons discuté de prendre des mesures mais nous sommes persuadés que l'Union va rester unie.

LE PRESIDENT - La solidarité, comme vient de le dire Fredrik, la solidarité avec nos amis anglais est totale. Quant au fond des choses, Fredrik REINFELDT le sait, la France a toujours été partisan de renforcer les sanctions de manière à ce que les dirigeants iraniens comprennent que la voie qu'ils ont choisie se terminera en impasse. Maintenant, aux Anglais de nous dire ce dont ils ont besoin mais notre solidarité est totale. Pour le reste, je n'ai pas d'information particulière et je souhaite à Fredrik un mois d'août plus calme que celui qui m'avait été donné de passer l'année dernière.

QUESTION - Vous faisiez allusion à la Russie ?

LE PRESIDENT - Oui.

QUESTION - Monsieur le Président, pourquoi est-ce que vous êtes contre le fait que la Turquie devienne membre de l'Union européenne ? Pour quelle raison ?

LE PRÉSIDENT - Franchement, je suis tout à fait prêt à venir dans le cadre d'une visite d'État et à en parler. Mais je tiens beaucoup au fonctionnement de l'Europe, premier point. Deuxième point, je tiens beaucoup à ce que la Turquie reste un pont entre l'Orient et l'Occident. Troisième point, nous nous sommes mis d'accord avec le Premier ministre suédois sur un langage, chacun respectant les convictions de l'autre. Je n'ai pas l'intention de venir ici, en Suède, pour développer longuement des convictions que je porte en moi. Si un jour vous m'invitez, je viendrai pour parler de ce sujet important, non pas de façon anecdotique.

Pour l'instant, nous avons trouvé une position en Europe. La France ne fera pas opposition à l'ouverture de nouveaux chapitres sous présidence suédoise à la condition que ces chapitres permettent l'association de la Turquie à l'Europe et non pas son intégration.

Nous nous sommes mis d'accord, nous essayons d'avancer positivement. L'Europe, c'est comme cela. Je ne voudrais ni gêner le Premier ministre, et lui, je pense, ne veut pas me gêner. C'est comme cela qu'on fait. Je suis pour l'association et contre l'intégration. Je n'ai pas l'intention de développer plus, non pas pour être désagréable avec vous, parce que ma position est connue depuis bien longtemps et si elle doit s'exprimer un jour, il faudrait que Fredrik puisse le faire. Alors, ce n'est plus une conférence de presse sur la présidence suédoise de l'Europe, ce serait une conférence de presse sur la Turquie, ce qui est un autre sujet et je ne pense pas que j'ai été

invité pour cela.

Pour le reste, la Suède, en tant que présidente, a comme priorité la régulation, la lutte pour protéger le climat, le combat pour faire adopter Lisbonne, éventuellement le choix des dirigeants. Si vous me demandiez : est-ce que je soutiens ces priorités ? Je les soutiens totalement. Et si la Suède arrive à faire cela en six mois, on pourra dire que sa présidence aura été un triomphe. La question de l'élargissement, dotons-nous de nouvelles institutions. Sur la Turquie, je n'ai pas changé d'avis en venant à Stockholm et je pense que Fredrik ne changera pas d'avis en venant à Paris, et puis voilà. Vous avez compris où je voulais en venir.

QUESTION - Vous venez d'annoncer qu'il n'y aura pas de décision sur M. BARROSO en juillet. Est-ce que vous pouvez vous expliquer sur les raisons de ce report et quand peut-on espérer une décision ?

M. FREDRIK REINFELDT - Rappelez-vous bien le point de départ. Le Traité dit que les chefs d'État et de gouvernement nomment le chef de la Commission et il y a besoin d'une unanimité. Nous nous sommes tous exprimés et tout le monde a proposé la prolongation du mandat de M. BARROSO. Là aussi, c'est une décision qu'il faut prendre au Parlement européen, c'est ce qu'a souligné le Président SARKOZY, il faut respecter l'indépendance de cette institution. Nous ne voulons pas avoir de conflit entre les institutions européennes. Il faut avoir des consultations mutuelles et il est constructif de nous écouter les uns les autres.

J'ai demandé s'il y a la possibilité pour le Parlement européen de prendre cette décision au mois de juillet, et les présidents de groupe disent que oui et certains ont dit que oui ce serait possible de le faire au mois de juillet, mais des groupes politiques importants ont dit qu'ils ne seraient pas prêts au mois de juillet et qu'ils souhaitaient une décision plus tard et nous avons dit que nous respections cela.

Mon objectif est que l'Union fonctionne bien et nous avons besoin d'être clairs vis-à-vis de la Commission pour nous soutenir. Cela veut dire que nous allons continuer la procédure légale pour être clairs sur notre soutien à la candidature de M. BARROSO. Et puis, bien sûr, nous attendons ce que les groupes politiques vont dire, quelles sont les décisions qu'ils vont prendre.

LE PRÉSIDENT - Je dois dire aussi qu'avec Bernard KOUCHNER nous avons recommandé à la présidence suédoise, qui était à l'époque présidence montante, une désignation le 15 juillet ou le 15 septembre, ce n'est pas un drame. Ce qui est important, c'est qu'il n'y ait pas d'opposition entre deux grandes institutions que sont le Parlement européen et le Conseil. Je trouve que les contacts que prend la présidence suédoise avec l'ensemble des groupes, c'est tout à fait bienvenu. Il faut discuter de cela de façon souple. On va arriver à la nomination de M. BARROSO, je l'espère, on y arrivera en septembre. Le Parlement européen a son avis à donner, le Conseil doit en tenir compte et la présidence gère cela comme il se doit avec beaucoup de détermination et une certaine souplesse, ce qui doit être la règle en Europe.

Merci à tous.